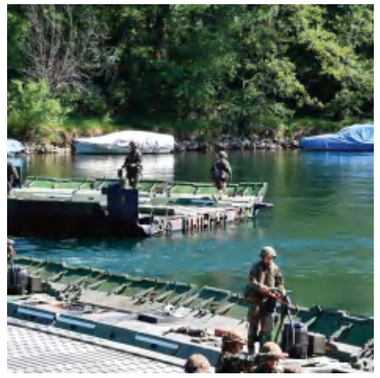
Le 30 avril 2026, visite des troupes du Génie à Wangen-an-der Aare

Près de 30 participants étaient présents lors de cette passionnante visite de la troupe du Génie à Wangen-an-der Aare.
Accueil fort aimable par le commandant de l'école qui introduisit comme à l'accoutumée son école de recrue avec quelques considérations "home made" sur la guerre en Ukraine.
Après un excellent repas servi dans une magnifique cantine moderne le groupe fut transporté sur les bords de l'Aar pour assister à la construction d'un pont flottant *Schwimmbrücke 95*.
Une magnifique démonstration qui se déroula sous nos yeux sans qu'un seul ordre soit crié, dans un ensemble parfait et mené de façon très professionnelle.
Les hôtes furent remerciés par le président Hans Rickenbacher avec quelques présents du Groupe Giardino dont un drone FPV.

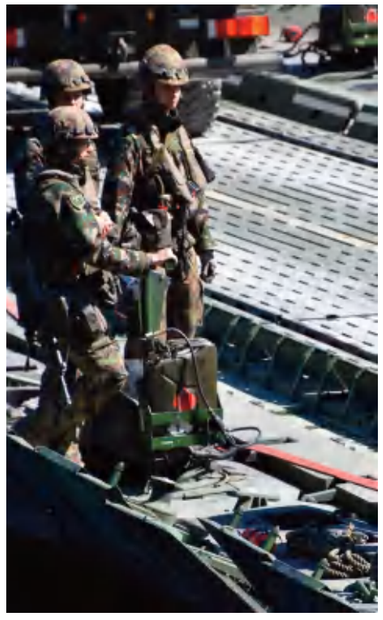
GN











Nos prochaines activités :

❍ **le 24 octobre: Journée des familles à Morges!!!**
Visite guidée de l'exposition "Top Secret" menée par le Col EMG Jacques Baud.

❍ **les 6,7 et 8 novembre séminaire du groupe Giardino à Finstersee (ZG).**

GIARDINO NEWS

Edition trimestrielle traduite de la version suisse allemande
Editeur responsable:
François VILLARD, Groupe Giardino

Adresse:Schickstrasse 25, 8889 Plons (Suisse)

mail: news@gruppe-giardino.ch

www.gruppe-giardino.ch

ARMADA GIEDAMILISSA Gruppe-giardino.ch Gie ad ina forma armada da milissa
MILIZ JARMEE Gruppe-giardino.ch Ja zu einer starken Milizarmee
MILICE OUIARMÉE Gruppe-giardino.ch Pour une armée de milice forte
ESERCITO SIDIMILIZIA Gruppe-giardino.ch Si a un forte esercito militare

GIARDINO NEWS

Pour le rétablissement d'une armée de milice crédible

N° 23 - 3/2026

Éditorial du président du Groupe Giardino

De nouveau, l'histoire de l'armée suisse s'écrit une fois de plus!

La pensée militaire :
La pensée militaire désigne la réflexion intellectuelle, théorique et stratégique sur la guerre, la tactique et l'interaction entre les forces armées, la politique et la société. Elle est bien plus qu'un simple exercice académique ; elle sert d'instrument de cohérence opérationnelle pour anticiper les menaces futures et structurer la doctrine militaire.
Les trois piliers fondamentaux:

L'analyse de la pensée militaire s'appuie historiquement sur la célèbre trilogie conceptuelle de Carl von Clausewitz :
• **Le pouvoir politique** : définit la finalité de la guerre et fixe les objectifs stratégiques.
• **L'armée opérationnelle** : pilote la conduite tactique, l'administration et le recours à la force.
• **Le peuple et la nation** : incarnent le soutien moral et psychologique ainsi que la résilience essentielle de la population.

Les innombrables documents édités nous avons, par exemple :
- **Rapport de base sur l'avenir des forces terrestres**: aucune doctrine d'engagement n'est présentée. À force de répétitions, on se contente d'aborder les missions et les capacités générales? Il faudrait partir de la mission et de la doctrine ! L'avenir appartient à la guerre hybride ! Qu'est-ce que cela signifie ? La guerre hybride n'est pas une invention de notre époque. La guerre hybride n'est pas simplement une forme de combat particulière, «étroitement définie », mais englobe les combinaisons possibles de tout un éventail de formes de combat et de menaces



Un tableau de la bataille de Sempach (9.7.1386) d'Otto Baumberger montrant des Confédérés suisses inférieurs en nombre, face aux troupes des Habsbourg plus nombreuses et lourdement armées. Une évocation historique qui montre combien les constantes en géopolitique restent actives au fil du temps. Il est navrant, pour ne pas dire effrayant, de relever que ceux qui font l'histoire du pays aujourd'hui ignorent de façon crasse l'histoire et ses leçons. Se bercer d'illusions en croyant, dur comme fer que les alliances d'aujourd'hui persisteront dans le temps est bien ce que nous constatons en écoutant ou lisant notre gouvernance et nos turbo-OTAN/EU. Faut-il rappeler qui a gagné cette bataille ? Faut-il rappeler ce que fit Winkelried ? Que les Confédérés ont gagné !

impliquant divers acteurs étatiques et non étatiques.
La guerre en Ukraine montre précisément que l'utilisation de moyens conventionnels lourds dans le cadre de la lutte interarmes est indispensable tant pour l'attaquant que pour le défenseur.
Si l'on se concentrait uniquement sur le domaine des conflits hybrides, nous n'aurions pas besoin d'avions de haute performance et, inversement, l'armée renoncerait à la capacité de ses forces terrestres ! Si, pour des raisons notamment financières, on se concentre unilatéralement sur le combat hybride en milieu bâti et qu'on renonce d'emblée au combat en espace « ouvert » ainsi qu'à la mobilité opérationnelle, cela revient à faire preuve de défaitisme et de résignation au plus haut point ! La question des véhicules à roues ou à chenilles s'inscrit dans la même logique : il s'agit d'une question de mission, de doctrine et des capacités nécessaires qui en découlent. La mission constitutionnelle ne peut en aucun cas être garantie avec cette orientation et cet état d'esprit.
Parmi les brochures distribuées nous avons:
-Conception de l'avenir de l'armée ;
-Renforcer la capacité de défense ;
-Conception globale du cyberespace ;
-Conception globale de l'espace, etc.

Je me demande si ces documents, faciles à lire sur le plan du contenu, ont été compris et assimilés par tous les parlementaires, y compris le Conseil fédéral !

Les raisons des guerres « perdues» :
• L'idée que la prochaine guerre sera identique à la précédente.
• L'obsession d'une menace existante ou erronée.
• Le choix d'options erronées pour des raisons dites « politiques ».
• L'obsession d'un scénario possible.
• Le mépris de l'imprévisible.
Divisionnaire Hans Bachofner

Les dernières brochures, « Lignes directrices du Conseil fédéral en matière de défense » et « Planification de l'armement », sont en partie en contradiction avec les documents précédents.
Il semble que, au DDPS et dans le monde politique, la production stratégique de documents serve en effet souvent à gagner du temps, à simuler un



consensus ou à repousser des débats douloureux.
Le « véritable problème » en coulisses
Derrière ces volumineux rapports se cachent généralement trois problèmes fondamentaux qu'il n'est pas facile d'écarter d'un simple coup de plume :
• **Le dilemme du financement** : L'armée doit être modernisée rapidement, mais un conflit acharné fait rage au Palais fédéral quant à la provenance des milliards nécessaires (par exemple via des coupes dans l'aide au développement, des économies sur le personnel fédéral ou des fonds spéciaux temporaires).
• **La crise des approvisionnements** : les grands projets d'armement à l'échelle mondiale connaissent d'énormes retards de livraison. La paperasserie ne résout pas la pénurie aiguë de matériel et de munitions prêts à l'emploi.
• **La pénurie de personnel** : malgré toutes les mesures prises, l'armée peine à maintenir ses effectifs, car de nombreux conscrits optent pour le service civil ou sont déclarés inaptes sur le plan médical.

Pourquoi le Parlement est dépassé:

Le système de milice : les parlementaires suisses ne sont pas des experts militaires à plein temps. Ils doivent se familiariser à côté de leurs activités principales avec des questions d'armement techniques et extrêmement complexes.
• **Le débordement d'informations** : la quantité considérable de rapports émanant des commissions consultatives, du DDPS et d'experts externes rend une analyse approfondie dans le quotidien parlementaire presque impossible.
• **Une politique partisane** : les documents stratégiques proposent des compromis vagues qui, au Parlement, sont immédiatement réécrits selon les lignes de parti (réarmement contre économies ou politique de paix).

Lignes directrices du Conseil fédéral en matière de défense. Le Conseil fédéral souhaite mettre en place une NOUVELLE structure de commandement ! À ce jour, nous avons connu, après l'A 61, les réformes et modifications suivantes : A 95, AXXI, 08-11, WEA, ajustement interne par l'ancien chef d'état-major général Süssli et maintenant ces nouvelles lignes directrices. Depuis l'AXXI, rien n'a plus été sérieusement planifié ni mis en œuvre, et voilà qu'une NOUVELLE ligne directrice nous menace déjà ! Le penseur militaire (La pensée militaire) et planificateur était le divisionnaire Paul Müller, que Dieu ait son âme.

Conclusions :
Je suis désormais d'avis qu'on veut faire passer cette nouvelle ligne directrice en cachette, sans consulter le peuple, et je dis : Il faut une **NOUVELLE réforme A**. Je sais que, compte tenu du contexte de menaces, ce n'est pas le moment idéal, mais avec l'armée actuelle, comme on peut le lire, seul 1 régiment de combat et 1 bataillon de génie sur un total de 8, et seulement 4 des 17 bataillons d'infanterie pourraient être entièrement équipés ; nous ne serions donc pas prêts non plus. Je sais aussi qu'une décision viable vaut mieux qu'une décision parfaite ! Il faut à nouveau une structure claire et non pas un bricolage avec des divisions d'engagement ; on parle même à nouveau de régiments.
Cela correspond-il à la planification de l'armement de mai 2026 ?! 20/80 % ?
Si le Parlement et le Conseil fédéral poursuivent leur étranglement financier absurde de notre armée, nos troupes terrestres glisseront vers l'impuissance militaire d'ici quelques années.

Le comité du groupe Giardino est d'avis que :
La Suisse dispose des outils nécessaires pour se défendre – à condition

des armes nucléaires.
Il est à remarquer que l' «horrible et très méchant» président Poutine montre un self contrôle remarquable dans la gestion de la guerre en Ukraine.

Faut-il imaginer que comme le 1er septembre 1939, la guerre généralisée se déclenche également en septembre ? De nombreux politiciens aimeraient bien mener une guerre contre la Russie.
A lire les prises de position des pays face à cette crise, il est à douter que tous les pays de l'OTAN se réveillent comme un seul homme pour réagir et « combattre » le front russe.

La situation économique allemande et française continue à se dégrader à un tel point que l'impact social risque, à court terme, d'être particulièrement violent dans ces pays.

Si l'on ajoute à cela ce flux continu d'immigrants, la situation ne va certainement pas s'améliorer.
Débarquants par milliers sur les côtes méditerranéennes, avec l'aide des politiciens espagnols et français, ces nouveaux arrivants s'ajoutent à cette population immigrée n'ayant aucune autre attache que celle de bouleverser l'ordre et de contribuer à faire le trouble.
On peut redouter une sévère réaction de la population comme on le voit en Angleterre ou en Irlande. De cela le rapport n'en pipe pas un mot!

Bien sûr on prépare la guerre avec l'engagement de drones. A n'en pas douter, il est fort probable qu'on leur oppose parade qui surprendra nos bons petits chefs militaires occidentaux.

Les chefs d'Etats actuels se pressent pour « détruire » la Russie, alignent des « volontaires » et s'agitent de la même façon qu'en 1935, 1939.

La Suisse n'échappe pas, non plus, à ces manoeuvres bellicistes. Le Conseil fédéral, en plein débat sur la neutralité décide le nième paquet de sanctions contre le vilain russe.
Invraisemblable décision, fort probablement prise sous une pression permanente de l'Union Européenne, la peur de ne pas faire comme les autres montre ici son efficacité.
Militairement, quoiqu'il en soit les arsenaux sont vides.
Les esprits, encore tous tournés sur les mirages de ce qu'ils appellent la guerre hybride. Ils découvrent, peu à peu les dures réalités de la guerre totale.

En Suisse, l'écart entre ce qui est décrit dans les rapports successifs sur la sécurité du pays, bricolés avec un narratif insensé, et les budgets attribués à la défense est béant.

On continue à admettre au Parlement que les troupes manquent de matériel et de moyens, mais personne ne pipe mot.

Plus grave, on continue à faire une obligation de servir différenciée, laissant aux citoyens valides, le choix d'être incorporé dans une unité de l'armée ou de tirer aux flancs au sein du service civil ou de la protection civile.
Rien n'est fait non plus au niveau de la Confédération pour soigner la *défense civile1* comme il se faisait pendant la guerre froide.

Évidemment les gauchistes de service et le « turbos Union Européenne-OTAN » sont là pour couper toute initiative.

Après ce panorama incomplet, certes, me vient toujours en tête la question : « Allons-nous continuer dans cette direction ? N'héberge-t-on pas, ne nourrit-on pas, en fait, aussi des fossoyeurs à l'image de ce qui fut dénoncé en France voisine ? »

Il faut considérer le temps long, bien sûr, pour pouvoir confirmer ce fait. En fait, verra-t-on notre Confédération sombrer dans ce magma gélatineux (référence au gouvernement par le chaos cité par l'excellent livre de Noami Klein, La Stratégie du Choc) au dépend de citoyens qui espèrent vivre dans un système de démocratie directe mais qui en fait se transforme en un système dirigé par d'obscures intérêts et par une oligarchie.

Faudra-t-il comprendre que le citoyen sous l'uniforme, met son existence au service de la communauté en étant dirigé par des chefs aux ordres de l'étranger, aux ordres de fossoyeurs ?

Non, je ne peux pas admettre que nos soldats fassent leur service militaire avec courage et dévotion sans protester.

Leur présence joue un rôle important tant pour notre sécurité, la pérénité de notre pays et aussi pour sa présence dans le concert des nations.
Ils méritent considération et attendent que les gens qui prétendent les représenter au Parlement prennent les choses sérieusement. Faut-il que les fossoyeurs cités plus haut qui se nourissent des affaires du pays soient dénoncés et éjectés du jeu.
Faudra-t-il attendre le temps long pour le voir enfin?

François VILLARD



« Soldat, voilà ton arme personnelle! » Ce citoyen est prêt à défendre sa famille, ses biens et son pays.
De quels droits les « Euro-OTAN turbos » prennent la liberté de l'engager dans une aventure belliciste menée par de possibles fossoyeurs ?.

1. Référence au petit livre "Défense Civile" et surtout l'organisation lancée par le général Guisan "Armée et Foyer".

Finalement un document assez minable dont on perçoit de façon fort accentuée le parti pris, ce qui sur le plan de la compétence professionnelle en matière de renseignement est lacunaire et fort inquiétant.
L'autorité politique s'appuie-t-elle sur cet écrit ? Inversement est-ce le service de renseignement qui écoute la voix de son maître et lui met sous le nez des phrases bien léchées et en parfaite phase avec le narratif des bellicistes ?

Il est douloureux de constater que dans son pays autant d'organismes censés être sous le contrôle populaire sont capable de produire des documents d'une telle médiocrité. Se baser ainsi sur de tels rapports pour justifier le support aux bellicistes occidentaux mériterait sanction.

GN

Le pays nourrit-il des fossoyeurs ?

Parmie toutes les informations que nous recevons, se pose toujours le problème de savoir si on vit dans un monde réel, bricolé par l'intelligence artificielle ou dans un monde sombre, manipulé de façon souterraine.

J'en veux pour preuve comment l'initiative sur la neutralité fait appel à des manoeuvres incroyablement subtiles ou grossières pour conforter le choix du rejet.

Par exemple de lire des affichettes ou des communications d'un jeune politicien valaisan avocat, membre du Conseil national, associer le concept de neutralité avec Poutine. Une grossière façon d'argumenter contre l'initiative.

Une honteuse façon de faire de la politique en mélangeant le sens des mots, en associant un politicien russe à une démarche purement helvétique.
Il est bien certain qu'avec le narratif habituel au sein de certains partis il était facile de manipuler les choses.

Récemment, je refermais un épais bouquin intitulé « Les Fossoyeurs » d'André Géraud, réfugié à Genève (vive la neutralité), et paru en 1943. Un journaliste qui analysait comment la France allait s'enfoncer dans la seconde guerre mondiale et pourquoi elle s'effondra en 1940.

Il citait alors le général Gamelin, le politicien Daladier, Paul Reynaud, Pétain, Weygand, Laval, Blum, Darlan. Immanquablement de nombreuses descriptions de ces gens et leurs décisions ou leurs non décisions m'ont laissé à réfléchir sur les relations avec ce qui se passe aujourd'hui en Suisse.

Ainsi, Pierre Laval président du Conseil en 1935 qui mena une politique générale de rigueur budgétaire qui touchait également les dépenses militaires. Cette politique retarda certains programmes de réarmement. Maurice Gamelin, chef d'Etat-Major de la Défense nationale absorbé par de trop nombreuses fonctions commanda l'armée française en 1940.

Au-delà de ces hommes, l'auteur montrait que les fossoyeurs étaient rassemblés au sein d'une classe politique qui avait trop souvent préféré les compromis aux décisions difficiles, une haute administration enfermée dans des certitudes.
Il désignait aussi une certaine élite économique et financière, davantage préoccupée par leurs intérêts que par la préparation du pays.

Revenons à ce qui se passe aujourd'hui.

Depuis les années 90, nous suivons une série de réformes, de démantèlements de tout notre système de défense.

Après avoir réduit à portion congrue une armée suisse, les partis politiques dont notamment le PLR avancent sans cesse la solution de l'OTAN.
Par voie de conséquence, ils agissent maintenant pour que la notion de neutralité ne devienne plus qu'un petit hochet à mettre entre les dents de l'UDC.

Ceci s'inscrit bien entendu dans le cadre du « traité » de soumission du pays à l'union européenne.
Il devenait évident que l'initiative de neutralité qui en définissait le ton et la forme contrevenait à ce projet sur lequel le peuple aura à se prononcer.

A cela s'ajoute une ambiance très contraire aux formes et aux pratiques de notre démocratie directe. On ne consulte plus le peuple et on avance, de la part du Conseil fédéral en "pays conquis"...

Prenez l'exemple des conventions, des traités portant sur les affaires de notre défense : accord de coopération en matière d'instruction militaire avec plusieurs pays européens, échange des données de situation aérienne, le Sky Shield Initiative, le cadre de coopération avec l'Agence de défense européenne, le partenariat avec l'Union Européenne sur les acquisitions d'armement, les achats conjoints de munition pour ce que nous avons pu retrouver.
Il est pour le moins troublant de lire les intentions de la Commission Européenne, de suivre les décisions de surveiller la parole des gens, leurs expressions.

Cette surveillance ne fait-elle pas partie des plans du DDPS? Nous en avions parlé dans notre précédent numéro !

Plus loin et en dehors du cadre militaire propre, n'est-il pas surprenant de savoir que les élections en Roumanie furent annulées. Elles furent refaites sous des prétextes que même la juridiction roumaine avait contestée.

Plus proche des manigances guerrières destinées à accuser la Russie, ces derniers temps, on signalait qu'un drone avait été retrouvé à côté d'un avion ukrainien à l'aéroport de Leipzig. Il apparaît que lors des investigations, le drone comportait des traces ADN d'un activiste ukrainien ! On se souvient, plus loin de l'affaire du gazoduc Russie-Allemagne.
On a vite attribué cela aux Russes. L'Ukraine était en fait à l'œuvre.

Le temps court, le temps long.

De façon assez évidente le cours de choses est appelé à évoluer assez rapidement.

Tout d'abord, le fait de pousser les Russes à réagir, après de nombreuses attaques en profondeur du territoire de la part des forces ukrainiennes avec



La projection de magnifiques images montrant des concepts d'une « clareté limpide » sont souvent compliqués à analyse dans le détail. Ils masquent souvent la réalité des choses, les implications nationales et internationales dont fort peu de gens et à fortiori les gens qui font de la politique. Cela conduit à des discussions hors sol et parfois totalement détachées des faits.

que les dirigeants politiques aient le courage de s'en emparer.
Et ces outils sont à portée de main. Ils sont finançables. Ils sont réalisables.
Ce qu'il faut, c'est de la volonté et de la détermination.

À maintes reprises, du passé jusqu'à nos jours, des personnalités ont pu influencer la situation actuelle. L'ouvrage du professeur Rudolf Jaun montre que, du XVIIe siècle à nos jours, des personnalités ont régulièrement donné des impulsions de réflexion à travers des « livres blancs ».
• **La pérennité des impulsions réformatrices** : depuis des siècles, le débat sur la défense en Suisse est alimenté par des réflexions externes ou axées sur la réforme. Jaun montre que le passage d'un système purement fondé sur l'alliance à une armée de citoyens institutionnalisée a toujours été le résultat de pressions géopolitiques et d'une volonté stratégique.

• **Volonté et détermination** : les transformations de l'armée (telles que l'Armée 95, l'Armée XXI ou l'actuelle WEA) prouvent que la Suisse a toujours disposé des outils administratifs, financiers et conceptuels nécessaires pour réagir à l'évolution des menaces. Cela nécessite avant tout une orientation politique claire.
La stratégie du « prix d'entrée » (dissuasion)
Le principe fondamental de la défense suisse consiste à rendre le gain militaire pour l'agresseur aussi faible que possible et les coûts (le « prix d'entrée ») aussi élevés que possible.
• **Protection des axes clés** : l'armée se concentre sur le contrôle des axes de transit (tunnels alpins, ponts, autoroutes) ou, dans les cas extrêmes, sur leur mise hors d'usage. L'ennemi se voit ainsi empêché de mener une avancée rapide.
• **Le principe modulaire du « Réduit »** : bien que le Réduit alpin historique de la Seconde Guerre mondiale soit obsolète sous sa forme d'origine, la doctrine actuelle de l'armée mise sur une variante moderne. Les troupes tirent parti du relief accidenté (Préalpes et Alpes) pour se protéger contre les armes à longue portée et opérer à partir de positions décentralisées
• **Lutte contre la guerre hybride et le sabotage**
Selon les analyses du Service de renseignement de la Confédération (SRC), la Suisse est particulièrement mise sous pression en tant que théâtre secondaire, notamment par des cyberattaques, la désinformation et le sabotage clandestin.
• **Protection des infrastructures critiques** : l'armée et les autorités civiles sécurisent les banques, l'approvisionnement en électricité ainsi que les infrastructures hydrauliques, qui constituent des cibles prioritaires en cas d'attaque visant à déstabiliser le pays.
• **Cyberdéfense** : le Cybercommandement de l'armée combat les attaques visant les nerfs numériques du pays dans ce qu'on appelle l'espace d'action virtuel.

Comment la Suisse peut-elle se défendre de manière autonome grâce à ses barrages défensifs ?
• La défense autonome de la Suisse par des **points de barrage** et des bunkers militaires est passée du concept historique de dissuasion totale à un système de retardement réactif et moderne
• Une défense autonome (sans aide étrangère) purement terrestre s'appuie principalement sur les avantages topographiques du pays et le blocage stratégique des voies de communication.

Le principe fondamental : canalisation et retardement
Les points de barrage (composés de barrières antichars, de bunkers d'infanterie, d'engins explosifs dissimulés et de drones) sont conçus pour freiner la progression des troupes ennemies au sol le long d'axes d'attaque étroits.
•• **Canaliser l'adversaire:** il est contraint d'emprunter des voies qui sont bien visibles par l'armée suisse et qui peuvent être prises sous le feu.
• **Gagner de temps** : les infrastructures détruites, telles que les ponts, les tunnels ou les barrages routiers, retardent l'avancée de plusieurs jours, voire de plusieurs semaines.
• **Avantage du terrain** : la topographie étroite des vallées alpines et les gorges (par exemple au Tessin, en Valais ou dans les Grisons) maximisent l'efficacité des petites unités de défense.

Éléments clés :
- Le terrain et la géographie conditionnent mais c'est le feu qui décide !
- Celui qui domine les hauteurs a une vue d'ensemble !

Les points de barrage pourraient-ils être renforcés par des drones ?
Oui, les drones et les systèmes modernes de défense contre les drones sont la clé décisive pour rendre les postes de barrage suisses aptes au combat sur le champ de bataille moderne.
La guerre en Ukraine a montré que des bunkers statiques, dépourvus de pro-



En comparaison des troupes à l'étranger, notre armée est desservie par des soldats d'une qualité militaire supérieure. Leur motivation de servir dans le pays, pour ses valeurs et sa famille se relève à chaque visite que nous faisons. Ici les pontonniers en fin de formation d'école de recrue construisent un pont flottant. Tous se passe sans aucun cri, de façon très professionnelle !

tection contre les drones et de soutien par leurs propres drones, peuvent être neutralisés en un temps record par des drones FPV (First Person View) ennemis.
L'intégration de la technologie des drones aux points de barrage s'articule autour de trois dimensions stratégiques:

Devenir les « yeux et les oreilles » des bunkers (reconnaissance)

Les bunkers classiques souffrent d'un champ de vision restreint (angles morts devant les meurtrières).

Comment la Suisse pourrait-elle se défendre de la manière la plus autonome possible sans l'OTAN ?

• Une défense de la Suisse aussi autonome que possible sans le soutien de l'OTAN repose sur la stratégie de renforcement progressif (développement des capacités), le retardement grâce à la géographie ainsi que la dissuasion au moyen de systèmes d'armes modernes à longue portée.

Défense aérienne et à distance intégrée
Un État autonome doit impérativement fermer lui-même son espace aérien, sans quoi ses troupes au sol seraient sans protection.
• **Supériorité aérienne** : l'acquisition de 72 avions de combat garantit la police aérienne et la défense aérienne autonomes.
• **Défense aérienne terrestre** : missiles de croisière et avions à longue portée et des systèmes supplémentaires à courte portée ainsi que des avions également à longue portée, tandis que des systèmes supplémentaires à courte portée seront acquis pour la protection contre les drones et aéronefs volant à basse altitude

Action à distance : sans alliés, la Suisse a besoin de ses propres capacités pour combattre les déploiements ennemis bien au-delà de ses frontières (par exemple grâce à des missiles à longue portée ou à l'artillerie de roquettes).
Il y aurait encore plusieurs aspects à mentionner car mon imagination ne cesse d'occuper mes pensées !

Hans Rickenbacher,
président,
ancien officer professionnel

Invitation au séminaire :

Avenir et sécurité de la Suisse selon le groupement Giardino

Nous avons le plaisir de vous inviter à notre séminaire d'automne.
Trois thèmes seront traités:

Planification de l'armement 2026 !
Lignes directrices du Conseil fédéral en matière de défense, 2026
Neutralité : neutralité perpétuelle, armée et intégrale. Opportunités, risques et conséquences en matière de politique étrangère.
Le concept de défense globale (GG) : une orientation stratégique en pleine mutation.

Date : du **6 (15:00h) au 8.10.2026** Lieu : Im Dörfli 16, 6313 Finstersee
La langue allemande sera de mise mais avec tous les égards dus aux francophones.
Inscription jusqu'au 6 octobre 2026 à l'adresse suivante :
admin@gruppe-giardino.ch

Le Maître dit ou écoute ?

Tout récemment le Service de renseignement de la Confédération a publié son rapport de situation 2026. Un document de 85 pages que l'on peut consulter sur le site de la Confédération.
Aux premières pages figure le « radar de la situation ».
Il s'agit d'un rond divisé en 56 rayons figurant par catégories, le développement à l'étranger ayant une incidence sur le plan de la politique de sécurité, la non-prolifération, la lutte contre l'espionnage, la lutte contre les cybermenaces, la lutte contre le terrorisme, la lutte contre l'extrémisme violent, la situation sécuritaire et criminelle du point de vue de la police.
Radialement ces thèmes sont montrés avec leur degré de probabilité : détection précoce, thèmes principaux et point de gravité.

Par des éclairages succincts le rapport consacre quelques pages sur les pays qui intéressent l'auteur du rapport. Ainsi d'écrire sur les Etats-Unis : « le président Trump va poursuivre ses efforts visant à mettre un terme à la guerre contre l'Ukraine ».
Sur l'Europe on y lit que « les États européens sont désormais les principaux soutiens de l'Ukraine » pour préciser que la gentille Europe coopère avec la Chine. De préciser que cette Europe dépend de l'OTAN et déploie des efforts pour se réarmer. La Chine est citée. Elle achète des biens en Suisse pour les réexporter vers la Russie, sur le radar de la situation cité plus haut elle est cotée en orange… pas vraiment méchant, mais tout de même… car, elle espionne pour servir des transferts de technologie.
Bien évidemment et en parfaite osmose avec la pensée stratégique occidentale, « la menace la plus sérieuse » est présenté par la Russie. « La Suisse est directement touchée par ce conflit hybride ».
Les actions de la Russie contre la Suisse sont indiquées: désinformer et mener de la propagande, utiliser les infrastructures helvétiques pour mener des attaques à l'étranger, de citer la probabilité que la Suisse soit une base logistique pour préparer des actions de sabotage et de déstabilisation en Europe, de mener des actions d'espionnage pour obtenir des informations confidentielles de la part des autorités suisses.
Enfin on accuse la Russie de se servir de notre territoire pour acquérir clandestinement des biens et technologies sous sanction afin d'augmenter son potentiel militaire.
On l'a compris, sur trois pages du rapport, la Russie c'est le méchant et donc se trouve au premier plan des menaces visant directement ou indirectement la Suisse. Pourtant le document ne mentionne nullement que ce pays soit une menace militaire pour la Suisse.
On l'accuse de conduire un conflit hybride destiné à affaiblir les démocraties occidentales, leurs institutions et l'unité transatlantique.
On y explique que tout se déroule principalement sous le seuil d'une attaque armée. Il comprend l'espionnage, la désinformation, les cyberattaques, les activités d'influence ainsi que la préparation d'actes de sabotage. Cette menace d'espionnage émane surtout de la Russie et de la Chine. Le SRC estime que des dizaines d'officiers de renseignement russes travaillent en Suisse, principalement sous couverture diplomatique. Notre pays sert non seulement de cible, mais aussi de plateforme pour surveiller d'autres États et les organisations internationales installées sur son territoire.

Ces campagnes d'influence cherchent notamment à ébranler la confiance de la population envers les autorités et les institutions. Le média d'État russe RT a ainsi accru d'environ un quart, en 2025, le nombre de ses publications en langue allemande consacrées à la Suisse, en diffusant notamment l'image d'un pays en déclin.
La Suisse n'a pas encore subi d'acte de sabotage attribué à la Russie, mais son territoire et ses infrastructures informatiques seraient utilisés pour préparer ou conduire des opérations contre des pays tiers.
En raison de l'interconnexion des réseaux informatique européens, une attaque visant un nœud essentiel situé en Suisse pourrait avoir pour objectif principal de nuire à d'autres États.

Le Proche et Moyen-Orient sont évoqué, Israël aussi mais de façon liminaire. Bien évidemment la hausse des prix du carburant est évoquée, cette hausse qui profite, encore une fois, à la méchante Russie. Un étonnant petit graphique décrit la « stabilité du régime en Iran, elle s'articule à plusieurs niveaux », explique-t-il le texte, veut-il expliquer une situation complexe par un graphique simpliste ?
Curieux.
Immanquablement on parle de la menace terroriste en Suisse mais aussi en Europe, neuf pages sont consacrées à cela. Menace qui s'exprime aussi et surtout par le biais d'internet. « En Suisse, la menace terroriste la plus importante émane toujours d'individus isolées ou de petits groupes inspirés par le djihadisme… » Une carte mentionne les « actes violents avec soupçon de terrorisme » en Europe et au Moyen-Orient.
Ah, bien sûr l'Afrique avec son immense réservoir démographique ne semble pas émouvoir l'auteur de l'analyse. Il cite les cybermenaces mais en conclusion « Ces développements et ces tendances en Afrique ne représentent pas une menace directe pour la Suisse ».
Un schéma indique les réseaux d'anonymisation informatiques. Il montre que l'un des cinq serveurs se trouve en Suisse.

Parallèlement, l'extrémisme violent de droite et de gauche demeure préoccupant, même si ces milieux ne disposent pas actuellement des mêmes capacités opérationnelles que les organisations djihadistes.

On l'aura compris, le document désigne l'horrible méchant qu'est la Russie.
On laisse complètement de côté l'action des autres acteurs qui agissent en Europe et en Suisse.
Des campagnes d'influence européennes, américaines, on n'en pipe pas mot !
Il en ressort évidemment un goût très amer de partialité, d'absence de vue objective d'ensemble. Pour le lecteur pressé la lecture du « radar de la situation 2026 » censé montrer de façon exhaustive ce que le rapport explique résume plutôt une confusion des menaces.

Que retirer donc de concret de ce rapport? Manifestement rien. Il laisse plutôt le lecteur errer dans ses pensées qui remontent à la guerre froide, cette époque de la menace soviétique en esquivant, et c'est intellectuellement pénible, toute la partie des agissements occidentaux.

